



### Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte rendu de la 30<sup>e</sup> séance<sup>1</sup>

#### **Faire de la sociologie électorale en contexte autoritaire : le cas de l'Égypte**

26 mai 2016

Laurence Louër ouvre la séance en présentant la problématique : quelle est aujourd'hui l'utilité d'une sociologie électorale égyptienne, puisque les dernières élections ont plébiscité Abdel Fattah al Sissi et que l'Égypte est redevenue un régime autoritaire ? Comment, dans un tel contexte, des données peuvent-elles être collectées et analysées ? Et en quoi les enseignements de cette recherche peuvent-ils dépasser les simples enjeux électoraux ?

En l'absence de Clément Steuer, chercheur au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ), retenu au Caire, Bernard Rougier, professeur des universités à Paris III et ancien directeur du CEDEJ, présente un travail de sociologie électorale mené au Centre. Il a publié notamment *Le jihad au quotidien* (PUF, 2004), *L'Oumma en fragments* (PUF, 2011), et dirigé *Qu'est-ce que le salafisme ?* (PUF, 2008) et *L'Égypte en révolutions* (avec Stéphane Lacroix, PUF, 2015).

Son intervention est discutée par Vincent Tiberj, professeur des universités associé au Centre Emile Durkheim à Sciences Po Bordeaux. Spécialiste de sociologie électorale, de méthodologie quantitative et de l'immigration, il a récemment dirigé *Des votes et des voix : de Mitterrand à Hollande* (Nîmes, Champ social Éditions, 2013) et *As French As Everyone Else? A Survey of French Citizens of Maghreb, African, and Turkish Origin* (avec Sylvain Brouard, Philadelphie, Temple University Press, 2011).

---

<sup>1</sup> Ce compte rendu a été établi par Corentin Cohen et validé par les différent.e.s intervenant.e.s.

## Intervention de Bernard Rougier

Bernard Rougier présente le projet pionnier du CEDEJ qui vise à mettre en place une sociologie électorale de la révolution égyptienne, depuis la première élection législative de la révolution en 2011 jusqu'à l'élection de Al-Sissi en mai 2014. La première question est celle de la signification du projet : pourquoi faire une sociologie électorale, alors que l'Égypte est redevenue un régime autoritaire ?

Pour Bernard Rougier, il s'agit d'élections critiques qui révèlent les fractures idéologiques, sociales et géographiques de l'Égypte en 2011-2012. Les élections de 2011 sont les premières consultations transparentes et fiables qu'ait connues le pays. L'appareil d'État ne savait pas quels partis allaient l'emporter et quels allaient être les résultats. Cette incertitude, qui rendait toute manipulation impossible, a permis la transparence et créé un moment électoral unique.

Les données électorales recueillies au niveau des bureaux de vote sont suffisamment fines pour permettre d'observer les sous-circonscriptions urbaines (*qism*) et rurales (*markaz*). Grâce à un partenariat avec l'agence de la statistique égyptienne, la Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS), le CEDEJ a pu croiser ces données avec des indicateurs économiques et sociaux et, ce faisant, poser plusieurs questions :

- Les zones d'abstention correspondent-elles au vote islamiste en 2011 et 2012 ?
- Y a-t-il une corrélation entre les zones d'abstention et les zones de violences ?
- Quelle est la légitimité du régime dans les différentes régions et quels sont les groupes sociaux qui le soutiennent ?

L'analyse de ces données fait apparaître à la fois des tendances générales et des situations particulières à certaines zones.

Par exemple, la zone industrielle de Helwan, située au sud du Caire et connue pour être le lieu d'implantation des industries d'armement de Nasser, est le seul quartier où Mohammed Morsi a obtenu plus de 50 % des votes dès le premier tour. C'est un exemple rare d'implantation des Frères musulmans en milieu urbain et industriel. En effet, l'une des découvertes de ces croisements est qu'à chaque fois qu'une circonscription se caractérise par une forte présence ouvrière, le vote semble être plutôt contre les Frères musulmans. Une autre découverte est que la variable « pauvreté » n'est pas corrélée au vote islamiste. Ce n'est pas, en tout cas, une variable prédictive de ce vote, et il faut s'adosser à des données plus fines pour proposer des explications. Dans le cas de Helwan, ce serait l'implantation ancienne d'un réseau des Frères musulmans lié à la personnalité charismatique d'un ancien ouvrier de l'usine qui, seule, permettrait, selon Marie Vannetzel<sup>2</sup>, de comprendre ce vote.

Il est possible également de comparer les résultats des élections législatives et ceux de l'élection présidentielle. On constate alors que les islamistes ont perdu 20 % des voix entre les deux élections. Cette perte est particulièrement importante en milieu urbain – le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, Suez. En revanche, dans certaines zones du sud de l'Égypte, de Guizeh à Louxor, le vote en faveur de Mohammed Morsi s'est maintenu ou n'a connu qu'une légère baisse, passant de 65-66 % à 60 %. Contrairement à ce qu'affirme la littérature sur les Frères

---

<sup>2</sup> Marie Vannetzel, « Secret public, réseaux sociaux et morale politique. Les Frères musulmans et la société égyptienne », *Politix*, 92 (4), 2010, p. 77-97 ([www.cairn.info/revue-politix-2010-4-page-77.htm](http://www.cairn.info/revue-politix-2010-4-page-77.htm)).

musulmans, ce sont donc les paysans pauvres de la Haute-Égypte, et non la petite bourgeoisie urbaine, qui ont permis l'accès à la magistrature suprême d'un président islamiste. Dans les gouvernorats du sud, on observe que plus on est dans une zone rurale et isolée, plus le vote islamiste est fort. Et plus les revenus des paysans sont précaires (métayers, journaliers, bas niveaux d'instruction), plus la probabilité d'un vote en faveur de Morsi est grande. Inversement, plus les individus sont socialement proches des commerçants et de la petite bourgeoisie qui animent les villes de province, moins la probabilité d'un vote islamiste est forte. Cette sociologie électorale révèle un profond clivage entre les élites politiques des Frères musulmans, diplômées, éduquées et urbaines, et un électorat plus rural, empreint d'une religiosité plus conservatrice (ce qui pourrait expliquer l'absence de réaction des Frères face aux surenchères salafistes pendant le débat constitutionnel).

Les chercheurs du CEDEJ ont par ailleurs constaté que le taux de participation avait augmenté de 10 % entre les deux tours de l'élection présidentielle dans les gouvernorats du sud. Selon Bernard Rougier, cela tient au fait que l'électorat d'orientation salafiste, loin d'être captif, a préféré s'abstenir de voter au premier tour pour Abou al-Foutouh, le candidat officiel du parti salafiste Al Nour, considéré comme libéral et qui avait quitté les Frères musulmans quelques mois avant la présidentielle. En revanche, il s'est mobilisé pour Morsi au second tour, au nom de la défense du « projet islamique », et contre Ahmed Chafiq, ancien Premier ministre du Président Moubarak.

Même si elles doivent être vérifiées sur le terrain, ces interprétations fournissent des clés susceptibles d'expliquer les événements qui ont suivi les élections. Il y a d'abord la surreprésentation des élus ruraux du sud dans un Parlement appelé à rédiger la Constitution de 2012. On note un fort décalage culturel entre les centres urbains – le Caire en particulier – plus ouverts au pluralisme, et la Haute-Égypte rurale, marquée par des tensions confessionnelles entre musulmans et coptes. L'Égypte issue de la révolution de 2011 n'est jamais parvenue à s'entendre sur les termes d'un nouveau pacte politique, les libéraux en milieu urbain accusant les islamistes de vouloir instaurer une théocratie, les islamistes reprochant aux libéraux de vouloir détruire la loi religieuse. Avant de traiter du fond (rôle de la charia dans la législation, statut des femmes et des minorités), le débat constitutionnel en 2012 a d'abord été dominé par la question de savoir qui était appelé à rédiger la nouvelle Constitution : les représentants des chambres élues (position des islamistes) ou les représentants de la société civile choisis par consensus (position des libéraux).

Un autre clivage opposait également la direction des Frères musulmans, diplômée et riche d'une expérience parlementaire sous Moubarak, aux nouveaux élus, dépourvus de la souplesse politique de leurs prédécesseurs et pressés d'appliquer leur programme religieux.

L'analyse des résultats permet aussi de comprendre l'existence d'un « vote conditionnel » en faveur de Morsi. En effet, les électeurs des villes ont massivement voté contre le candidat des Frères musulmans au premier tour, mais se sont ralliés à lui au second tour (même s'il perd au Caire et à Port-Saïd, Morsi atténue considérablement sa défaite dans ces deux villes). Cela signifie qu'un tiers environ de ceux qui avaient voté pour le « laïc » anti-Moubarak Hamdin Sabahi ont préféré le changement avec un islamiste plutôt que le risque de reconduire un candidat du système. Dès lors, deux conceptions du vote se sont opposées. Celle d'une « élection-contrat » portée par des électeurs critiques des grandes villes, auxquels Morsi avait promis entre les deux tours de respecter un agenda démocratique, et celle d'une « élection-mandat » portée par une majorité islamiste, d'origine rurale, qui estimait que l'élection justifiait

l'application rapide de l'agenda islamiste. Ce sont finalement les électeurs critiques des grandes villes qui ont été à l'origine des manifestations récurrentes dénonçant les pratiques autoritaires du Président Morsi jusqu'à la grande mobilisation du 30 juin 2013 qui a entraîné sa chute.

De fait, pour Bernard Rougier, la sociologie électorale révèle la « machrekisation » de l'Égypte, c'est-à-dire une déchirure interne sur des bases idéologiques puissantes, à l'instar de ce qui se produit dans le Machrek voisin, et ce alors même que l'Égypte est souvent présentée comme un pays uni tant par sa géographie que par son histoire. Contrairement à Jacques Berque qui évoquait un « pays tellement intégré à lui-même »<sup>3</sup>, l'approche des chercheurs du CEDEJ met au jour les fractures sociales liées au processus de vote.

Ce sont donc les écarts considérables entre la Haute-Égypte et le reste du pays (les grandes villes et le Delta) qui ont permis l'élection du candidat Mohammed Morsi en juin 2012. En Haute-Égypte, il a obtenu 60 % des voix contre 40 % à Ahmed Chafik. Plus équilibré dans les grandes villes (52,5 % pour Morsi contre 47,5 % pour Chafik), le rapport lui est défavorable dans le Delta (55 % pour Chafik contre 45 % pour Morsi), mais pas au point de compenser l'écart observé dans le sud du pays.

Pour autant, Bernard Rougier considère que les données quantitatives n'expliquent pas à elles seules certains phénomènes et qu'il convient de recourir à des analyses locales. Une approche pertinente serait une recherche de terrain sur les réseaux de sociabilités. Comme l'a montré Tarek Masoud<sup>4</sup>, les réseaux de solidarité, en particulier ceux des Frères musulmans, sont déterminants. Ils s'implantent d'abord dans les gouvernorats politiques les plus sensibles, ceux où ils peuvent rivaliser avec le Parti national démocratique (PND), et non dans les quartiers les plus pauvres. À cet égard, Bernard Rougier souligne que les quartiers les plus pauvres en milieu urbain ont voté pour les candidats socialistes ou pour ceux de l'ancien régime.

En ville, la corrélation entre pauvreté et vote islamiste ne tient pas, sauf pour le gouvernorat de Gizeh, dont la partie rurale vote islamiste, et non la partie urbaine totalement intégrée à la capitale. Le Gizeh islamiste vit aussi au rythme idéologique d'une Haute-Égypte dont une partie de sa population est issue.

Près des pyramides, dans le bourg de Kirdasa, haut lieu d'affrontements entre les islamistes et la police depuis les années 1960 et zone de trafics avec les pistes libyennes, le ressentiment contre un appareil d'État identifié à la répression a pu alimenter une forte adhésion en faveur de Morsi (plus de 80 % au second tour).

À Mahalla El-Koubra, zone industrielle du Delta, théâtre d'un mouvement de grève national en avril 2008 (qui a donné son nom au « Mouvement du 6 avril », groupement de jeunes Égyptiens appelant à la chute de Moubarak), les solidarités ouvrières et syndicales ont favorisé un vote à plus de 35 % en faveur de Sabahi.

Au nord de Gizeh, dans le quartier d'Imbaba où prédominent les activités informelles (ateliers et commerces), le PND de Moubarak a réalisé des scores plus forts que la moyenne nationale malgré le rôle des islamistes. Les habitants y seraient en négociations et en relations

---

<sup>3</sup> Jacques Berque, L'Égypte. Impérialisme et révolution, Paris, Gallimard, 1967.

<sup>4</sup> Tarek Masoud, Counting Islam, Religion, Class, and Elections in Egypt, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

permanentes avec le *deep state* (la police, certains fonctionnaires) et auraient eu la nostalgie des réseaux d'entraide du PND qui ont disparu depuis la dissolution du 16 avril 2011 du parti présidé par Moubarak.

Tous ces éléments invitent à revisiter une partie de la littérature sur la participation politique en Égypte et à pratiquer une nouvelle sociologie de l'islamisme. Avant la révolution de 2011, le vote était une pratique clientéliste et rurale. Pour les pauvres, c'était un moyen d'avoir accès à l'État *via* la médiation du député. Le Caire, en revanche, ne votait quasiment pas. Or, pendant la révolution, le taux de participation dans la capitale, qui était de 15 % en 1995, est passé à 55 %. C'est finalement le vote des villes qui a freiné la dynamique islamiste observable dans les gouvernorats du sud. La contestation du régime de Moubarak avait commencé en milieu urbain et c'est en milieu urbain que la présidence Morsi s'est achevée, la manifestation du 30 juin 2013 opérant la rencontre contre nature des nostalgiques de Moubarak et des partisans de la révolution.

En 1978, Leonard Binder a montré que l'Égypte était gouvernée par une deuxième strate du pouvoir, indispensable au fonctionnement du régime. Certes, le pouvoir était laissé aux militaires, mais cette deuxième strate - les notables et la petite bourgeoisie - constituait un groupe de soutien au régime et relayait l'action de l'État<sup>5</sup>. Les croisements de données laissent à penser que le contrôle établi sur les réseaux ruraux depuis 1952 et le gouvernement de Nasser est brisé. Les consignes de vote des propriétaires terriens qui adhéraient au PND n'ont plus été suivies après 2011. Et ce n'est pas un hasard si, après le 30 juin 2013, les trains ont cessé de fonctionner entre la capitale et la Haute-Égypte, empêchant ainsi les islamistes de solliciter un soutien populaire contre leurs opposants urbains. On peut se demander si la précarisation des métayers produite par la réforme du régime agraire en 1992 n'a pas soulevé une protestation sourde qui a fini par s'exprimer dans le vote islamiste.

### **Intervention de Vincent Tiberj**

Vincent Tiberj souligne l'intérêt d'une sociologie électorale qui ne soit pas américano ou occidental-centrée, et l'intérêt que ces données peuvent avoir pour de futures recherches. Un grand nombre de travaux contemporains sont consacrés à la mise en place de baromètres d'opinion dans les différentes régions du monde. Ils permettent de donner une image des sociétés étudiées mais sont souvent chargés de présupposés normatifs sur la démocratie et son fonctionnement. Vincent Tiberj souligne l'intérêt qu'il y a à croiser des approches quantitatives et qualitatives et la nécessité de réussir à penser ensemble différentes formes de modernité politique.

La difficulté est de comparer des dynamiques, des moments, des contextes différents. L'approche sociohistorique en fournit une possibilité. Certes, il ne s'agit pas de comparer sans précaution la France du XIX<sup>e</sup> siècle et l'Égypte contemporaine, mais l'on dispose de données comparables pour ce qui est de l'apprentissage des pratiques électorales. Il ne s'agit pas non plus de nier les aspects culturels, sociaux et religieux de ces sociétés mais d'essayer de les

---

<sup>5</sup> Leonard Binder, *In a Moment of Enthusiasm: Political Power and the Second Stratum in Egypt*, Chicago, University of Chicago Press, 1978

intégrer comme l'a fait par exemple Bernardo Pereira de Moura dans son mémoire sur le Mexique<sup>6</sup>. À partir de résultats électoraux des années 1980 et 1990, il dresse une typologie des différents « *pathways to pluralism* », et démontre que, selon les profils sociologiques et les zones, la révolution peut amener au pouvoir des partis qui n'en ont pas été à l'origine.

La recherche des clivages politiques peut être également une stratégie d'enquête. Est-elle la même dans tous les pays et permet-elle des comparaisons ? Même si les électeurs du Caire ne se déplacent qu'à 55 %, ce sont des millions de personnes qui jouent le jeu de la démocratie. Cela est révélateur de tensions sociales, et Vincent Tiberj souligne à quel point cette approche électorale permet de comprendre la société égyptienne.

Il propose de comparer ces données avec celle de l'Algérie. Plusieurs instituts de sondages montrent que, dans ce pays, plus les individus sont diplômés moins ils votent, à l'inverse de ce que l'on observe dans les pays occidentaux. Les diplômés algériens ont des ressources personnelles qui les dispensent d'avoir besoin de voter. Cet avantage pose la question de l'accès à l'État pour les classes les plus fragiles qui, elles, n'ont recours qu'au canal électoral. Dans certains régimes, le vote n'est pas seulement un moyen d'expression, c'est aussi un moyen d'allégeance, voire de rétribution. Dans quelle mesure cette piste est-elle exploitable pour l'Égypte ?

Une autre qualité du projet est de ne pas tomber dans le piège de l'erreur « écologique », en faisant du vote islamiste la conséquence de la pauvreté. De fait, l'effort de typologisation mené ici permet de faire apparaître les différents types d'électorat des Frères musulmans, tout en montrant le rôle des réseaux de solidarité.

Enfin, Vincent Tiberj souligne que la recherche du CEDEJ permet d'aller plus loin que les travaux portant sur les pays qui ne font pas d'enquêtes électorales nationales (sur le modèle des « National Election Studies » américaines) et où les chercheurs en sont souvent réduits à expliquer les votes populaires à partir d'enquêtes sur les élites. En même temps, elle montre que les électorats ne sont pas captifs, qu'ils peuvent changer de candidats en cours d'élection ou d'une élection à une autre.

## Questions

Bernard Rougier rappelle, en réponse à Vincent Tiberj, que les données sont disponibles pour des chercheur.e.s, doctorant.e.s ou post-doctorant.e.s, et que le CEDEJ souhaite encourager de futures recherches qualitatives pour contextualiser ces résultats.

De nombreux postulats sur l'islamisme peuvent probablement être revisités. Ainsi, ce n'est apparemment pas l'application de la loi religieuse qui a été le moteur du vote en faveur des Frères musulmans pendant la révolution. Grâce aux données socioéconomiques, il serait également possible d'analyser la logique des redécoupages électoraux et de comprendre

---

<sup>6</sup> Bernardo Pereira de Moura, « Mexico's Paths towards Democracy: The Socioeconomic Origins of Electoral Pluralism », mémoire de master de sociologie politique, dirigé par Vincent Tiberj, Sciences Po Paris, 2013.

comment et pourquoi ces redécoupages ont été faits. Une inconnue demeure, la situation des campagnes, qui mériterait des travaux, malgré les difficultés d'accès au terrain.

Une première question porte sur la fiabilité des données recueillies sur les élections et le recensement. Une seconde porte sur la place des femmes et sur le fait de savoir si leur vote est identifiable. Se sont-elles mises à voter ? Et si oui, qu'en est-il dans les zones rurales ? Un troisième commentaire porte sur les nombreuses pistes d'analyse, géographique ou psychosociale, possibles : le rôle des quartiers, des voisinages, des relations de sociabilité localisées. Nonna Mayer (CEE) suggère de s'inspirer, entre autres, des travaux et des enquêtes de terrain de Cédric Parizot<sup>7</sup> sur les Bédouins du Néguev en Israël ou encore de mobiliser la littérature sur le clientélisme en Afrique, notamment les travaux de Leonard Wantchekon<sup>8</sup>.

Bernard Rougier répond qu'il y a eu très peu de fraudes, les ONG américaines étaient présentes et l'incertitude était telle que personne ne savait pourquoi et dans quel sens tricher. L'État était lui-même divisé, ce qui a donné aux électeurs une grande liberté de vote. Les données de la CAPMAS sont fiables. Certains de ses fonctionnaires sont formés à la collecte et à l'analyse de données par le CEDEJ, et ces données sont révisées tous les trois ans grâce à des enquêtes de terrain qui sont faites de manière sérieuse. Sur les femmes, il faudrait avoir accès aux listes électorales, ce qui est encore difficile en Égypte aujourd'hui.

De manière générale, le contexte actuel est une entrave aux enquêtes et travaux d'observation sur le terrain. Pour pouvoir poursuivre cette recherche, il faudrait disposer de réseaux et analyser les dynamiques locales en confiance, tout en restant conscient des risques que cela représente pour le/la chercheur.e aujourd'hui.

---

<sup>7</sup> Cédric Parizot, « Le mois de la bienvenue. Réappropriations des mécanismes électoraux et réajustements des rapports de pouvoir chez les Bédouins du Néguev, Israël », thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie de l'EHESS, 2001, et « Fraude électorale et socialisation politique. Le cas du scrutin législatif du 17 mai 1999 dans la ville bédouine de Rahat, Néguev », *Genèses*, 57 (4), 2004, p. 41-63.

<sup>8</sup> Leonard Wantchekon, « Clientelism and Voting Behavior: Evidence from a Field Experiment in Benin », *World Politics*, 55, 2003, p. 399-422.